

Gestion du risque requins, NRL, aide à Mada...

COMMISSION PERMANENTE DE LA RÉGION. Les conseillers régionaux se sont réunis mardi pour examiner et voter 25 rapports. Voici les points essentiels à retenir.

Gestion du risque requin

Les conseillers régionaux ont voté la participation de la Région à la mise en œuvre du dispositif sous-marin d'observation et de détection de requins intitulé "Vigies requins renforcées" et voté une subvention à hauteur de 650 000 euros à la Ligue Réunionnaise de Surf pour l'opération "Vigies Requins Renforcées" pour cette année. Le dispositif consiste à mettre en place des équipes de surveillance et d'intervention sur et sous l'eau lorsque des activités nautiques autorisées sont organisées.

Développement durable

Les élus de la Commission ont approuvé l'adhésion de la Région au réseau ORU/FOGAR (Organisation des Régions Unies/ Forum Global de Gouvernements Régionaux et d'Associations de Régions) en engageant une enveloppe de 1 000 euros.

Aménagement

La Commission a accordé une subvention de 72 298 euros en faveur de l'AD2R (Association du Développement Rural de La Réunion) pour les dépenses inéligibles aux dispositifs d'aides du PDRR 2014-2020. Les élus de la Commission ont également approuvé la cession de 50 000 euros d'actions de la Région Réunion au sein de la SPL Maraina, au profit de la Cirest, moyennant le prix d'un euro par action.

Réhabilitation des logements sociaux

Une enveloppe prévisionnelle de 13 millions d'euros a été votée pour poursuivre en 2017 le dispositif d'amélioration de l'habitat. Il vise l'amélioration du parc privé en faveur des familles réunionnaises les plus défavorisées, et repose sur une aide à la famille pour la réalisation de travaux de toutes natures.

Nouvelle Route du Littoral

Les élus de la Commission ont voté l'intégration d'une infrastructure TCSP (Transport Commun en Site Propre) et un mode doux (piste cyclable). La participation du Feder s'élève à un montant de 100 millions d'euros, celle de la Région à plus de 94 millions d'euros.

Littérature

Une enveloppe globale de 57 250 euros a été attribuée à onze associations du secteur culturel pour le financement de leurs projets.

Audiovisuel

Les conseillers approuvent une subvention régionale de 31 500 euros à la société Aléfa Productions, pour la production du documentaire "Les raideurs de l'ombre". Elle approuve aussi la modification du montant de la subvention accordée à Vert M Prod, réactualisé de 11 000 euros pour le projet "Street Art".

Un dispositif de surveillance sur et sous l'eau va être mis en place lors des activités nautiques.



Numérique

Une subvention de 223 974 euros a été accordée (Feder : 179 179 euros ; Région : 44 794 euros) à la SAS "Indian Ocean Connect (OI)", pour le déploiement d'un réseau à bas débit et à longue portée à destination des objets connectés.

Humanitaire

Les conseillers régionaux ont validé l'octroi d'une subvention maximale de 50 000 euros en faveur de la PIROI pour une intervention humanitaire d'urgence à Madagascar suite au passage du cyclone Enawo.

Un requin observé dans la passe de l'Ermitage ?

Un requin aurait été observé dans le secteur de la passe de l'Ermitage mardi 21 mars, mentionne la préfecture sur son site Info-requin.re. Le squalo de type indéterminé mesurait 1,2 m et aurait été repréparé vers 16h30 par un témoin privé. Il y a environ trois semaines, Océan Prévention Réunion avait rapporté l'observation d'un petit requin bouledogue dans le lagon de l'Ermitage. Les maîtres-nageurs sauveteurs n'avaient alors pas confirmé cette observation.

Un stage-dating pour les étudiants

EDUCATION. Dans le cadre de la Journée Agences Ouvertes, le 28 mars, l'agence Zoorit propose aux étudiants un stage-dating sous forme de campagne électorale. Les étudiants devront convaincre l'agence de les prendre en stage (3 mois maximum) en présentant en 10 minutes leur candidature comme de futurs élus. Inscriptions : www.zoorit-event.com

Opération de reboisement

ENVIRONNEMENT. À l'occasion de la Journée Internationale des Forêts, les agents du Parc national de la Réunion et leurs familles se sont mobilisés autour du projet LIFE + Forêt Sèche. Mardi, ils se sont retrouvés pour reboiser la forêt sèche, dans les hauts de la Grande Chaloupe. Benjoin, Bois d'arnette, Bois de joli coeur, Bois de buis... 500 pié dbwa péi ont été plantés et 2 parcelles de 250m² ont été reboisées en 3 heures seulement. Depuis décembre 2016, 2 953 arbres et arbustes ont déjà été plantés. Ils complètent les 96 960 pié dbwa plantés depuis 2012 sur le secteur.

Hommage à Henri Emmanuelli

DISPARITION. C'est avec "stupeur et douleur" que les socialistes de la Réunion ont appris la disparition de Henri Emmanuelli, trésorier puis Premier secrétaire du PS. "C'est lui qui a « changé la vie » à La Réunion par la décentralisation, par la création de la Région, par la reconnaissance de la culture réunionnaise, par de nombreuses mesures sociales et économiques", écrivent-ils. Pour le parti socialiste local, "l'exemple et le message d'Henri Emmanuelli s'inscrivent dans la continuité de ceux des grands leaders du Parti".

Regroupement des familles de malades psychiques

SANTÉ. L'Unafam 974 met en place un groupe de parole pour toutes les personnes qui ont dans leur famille un(e) malade psychique. La première réunion aura lieu ce samedi 25 mars à 9h30 à la Maison des associations à l'hôpital (CHU) de Bellepierre. Rens : 06 92 28 83 87 ou 974@unafam.org ou www.unafam.org/Groupe-de-parole-samedi-25-mars-a.html

Y.G

Batailles de carottages en perspective

CARRIÈRES. Mardi soir, suite à l'avis favorable de la CDNPS* sur l'exploitation de la carrière de Bois-Blanc, nous avons quitté Thierry Robert résolu à entamer une grève de la faim illimitée. Elle n'aura pas duré longtemps. Car tard dans la nuit, le représentant de l'État et le parlementaire ont à nouveau discuté les termes de l'engagement pris par l'État en fin de commission. À savoir que le préfet s'engageait à ne pas prendre d'arrêté avant l'ouverture de la période de réserve électorale courant du 23 mars jusqu'au 18 juin. Des termes jugés suffisamment aléatoires pour que Thierry Robert monte dans les tours, et dénonce un

nouveau scandale. Après une entrevue avec le secrétaire général, le maire de Saint-Leu, soucieux d'apparaître fort dans les négociations, a déclaré avoir obtenu des garanties de l'État. Celui-ci se serait notamment engagé, selon Thierry Robert, "à faire réaliser par ses services, ou si besoin, par des bureaux d'études spécialisées, un bilan d'approvisionnement global en matériaux pour identifier de façon précise, les besoins, les ressources, la qualité des matériaux, et la corrélation avec le calendrier de livraison de la NRL". À ne prendre aucun arrêté avant que la SCPR et la ville de Saint-Leu ne comparent leurs ca-

rottages tendant à prouver ou non l'existence de roches massives sur le site de Bois-Blanc. Si les tests complémentaires de la SCPR étaient attendus dans le cadre de la procédure, ceux de la ville constituent une nouveauté.

Mais avant d'entamer une bataille d'expertises en carottages, la préfecture aurait soumis son accord de principe sur ce point à quelques vérifications d'ordre juridique. Le conseil municipal, lui, a adopté une motion consignant par écrit les fruits de ces négociations. Elle ne lie aucunement les parties prenantes.

"Commission Départementale Nature Paysages et Sites

Des profs mutés veulent plus de préférence régionale

ÉDUCATION. Hier, au siège du PLR à Saint-Paul, plusieurs professeurs en passe d'être affectés sur un poste en métropole ont rencontré Huguette Bello pour leur faire part de l'injustice qu'ils estiment subir. Guillaume Lefèvre, vice-président du SNALC, était également présent lors de cet entretien. Bien qu'ils aient réussi leur concours, tous ont l'impression de vivre un déclassement. D'entamer un parcours du combattant très coûteux financièrement et moralement. Un non-sens à leurs yeux compte tenu que des postes correspondant à leur savoir sont vacants et seront proba-

blement attribués à des "contractuels", à des candidats recalés au concours. La députée les a assurés qu'elle tenterait d'obtenir un rendez-vous avec le recteur. "Nous voulons de la transparence, a déclaré la députée. On prive la Réunion de compétences, d'expériences". Le problème n'est pas nouveau et se heurte au principe d'égalité. Néanmoins, pour les enseignants, cette règle ressemble fort à une fuite des cerveaux péi orchestrée pour favoriser une mixité nationale à laquelle, ils opposaient volontiers le concept de préférence régionale.

limonade
skop



Pour votre santé, pratiquez une activité physique régulière. www.mangerbouger.fr